

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

***prescrivant des mesures d'urgence à la société MONNAIE DE PARIS à Pessac à la  
suite de l'incident survenu le 26 janvier 2026***

***Installations classées pour la protection de l'environnement***

***Le Préfet de la Gironde***

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre 1er du livre V et les articles L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 2 mars 2017 à la société MONNAIE DE PARIS pour l'exploitation d'une installation de fabrique de pièces de monnaie métallique sur le territoire de la commune de Pessac, modifié ;

**VU** les éléments transmis par la société MONNAIE DE PARIS par courriel du 26 janvier 2026 informant d'une fuite de bain cyanuré sur la ligne de cuivrage suite à la rupture d'un bloc de filtration et complétés le 28 janvier 2026 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral d'urgence transmis à la société MONNAIE DE PARIS le 28 janvier 2026 ;

**VU** l'absence d'observation présentée par la société MONNAIE DE PARIS sur ce projet par courriel du 28 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** qu'une fuite de bain de cyanure de cuivre a eu lieu le 26 janvier 2026 dans l'atelier de cuivrage suite à la rupture d'un bloc filtration ;

**CONSIDÉRANT** que la fuite a principalement été contenue dans la rétention associée à la cuve, mais que la rupture du bloc filtration a généré un effet geyser projetant du produit hors de la rétention ;

**CONSIDÉRANT** que la rétention a été vidangée et que le produit présent dans l'atelier a été absorbé (sciures), étant convenu que le tout sera géré par évacuation dans des filières appropriées ;

**CONSIDÉRANT** que l'incident a causé une contamination du réseau d'eaux pluviales, dont la zone concernée se rejette dans le réseau communal de gestion des eaux pluviales au niveau de l'avenue d'Archimède (point référencé EP4) ;

**CONSIDÉRANT** que suite à l'incident l'exploitant a immédiatement isolé le point de rejet EP4 grâce à la vanne de coupure, permettant le confinement des eaux pluviales sur site via le bassin de rétention et qu'ainsi aucun rejet pollué n'est sorti du site ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc de prescrire en urgence la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incident du 26 janvier 2026 afin de garantir l'absence de

contamination des eaux pluviales, de fixer les conditions de retour à une gestion normale des eaux pluviales et d'imposer des mesures de surveillances ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.512-20 du code de l'environnement et en cas d'urgence, ces mesures peuvent être prescrites par arrêté sans consultation de la commission départementale compétente ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société MONNAIE DE PARIS, dont le siège est situé 11 quai de Conti à Paris, devra se conformer, dans les délais fixés, aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de Pessac.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2 : Mesures d'urgence**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures conservatoires du présent article.

Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

#### **2.1. Confinement des eaux pluviales**

L'exploitant met en place les moyens nécessaires afin de garantir le confinement des eaux pluviales contaminées par les produits cyanurés sur site ou leur traitement en filières adaptées, y compris en période pluvieuse.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées les mesures de gestion pour garantir ce confinement.

#### **2.2. Retour à une gestion des eaux pluviales normale**

L'ouverture de la vanne de barrage du point de rejet EP4 est conditionné aux mesures suivantes :

- la dépollution/nettoyage du réseau d'eaux pluviales ;
- l'isolement du bassin de confinement chargé en eaux polluées ;,
- la réalisation d'analyses libératoires justifiant l'absence de cyanures libres et de cuivre dans les eaux pluviales au point de rejet EP4, par un laboratoire accrédité.

#### **2.3. Gestion du bassin de confinement**

Le raccordement du bassin de confinement au réseau d'eaux pluviales est conditionné à la vidange et au nettoyage de celui-ci.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter l'indisponibilité du bassin de confinement.

Tant que la capacité de confinement associée au bassin est indisponible, l'exploitant prend des mesures complémentaires pour prévenir la survenue d'un incendie et un déversement accidentel sur le site, notamment, la suspension des travaux par points chauds, le renforcement des rondes de surveillance, la limitation des dépotages et autres mesures appropriées.

## **2.4. Mesures de surveillance**

### Eaux pluviales

L'exploitant procède à la mesure des paramètres Cyanure libre (Cn) et Cuivre (Cu) au niveau du point de rejet d'eaux pluviales EP4. Ces mesures sont réalisées de manière hebdomadaire à compter de la réouverture du réseau.

Ces mesures pourront être arrêtées après 4 mesures successives ne mettant pas en évidence la présence de ces paramètres dans les eaux pluviales.

### Eaux souterraines

L'exploitant procède également à la mesure des paramètres Cyanure libre (Cn) et Cuivre (Cu) dans son réseau de piézomètres. Ces mesures sont réalisées une fois par mois pendant 3 mois.

Ces deux paramètres sont intégrés au programme de surveillance des eaux souterraines pour les 2 prochaines campagnes semestrielles.

Les rapports des mesures de ces surveillances sont analysées par l'exploitant et communiqués l'inspection. Le cas échéant, l'exploitant propose des mesures de gestion.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux dans les délais prévus à l'article R..514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 4 : Exécution**

Le présent arrêté est notifié à la MONNAIE DE PARIS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de Pessac,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bordeaux le 29 JAN. 2026

Le Préfet

Pour le Préfet

Le Sous-Préfet, directeur de cabinet,

Grégory LECRU